

La France profonde ? Hausse de la délinquance, arrivée des migrants et désengagement de l'État

écrit par Yann Kempenich | 14 février 2018



Pour qui s'intéresse au suicide français, la PQR (presse quotidienne régionale) représente un succédané aux grands titres parisiens, peu enclins à rapporter les petits malheurs de la France périphérique, grande perdante de la mondialisation heureuse.

Non pas qu'il manque d'entreprises performantes à l'export et que les nouvelles technologies y soient absentes. Mais la question identitaire y est plus prégnante que dans les grandes

villes de l'archipel métropolitain : on tient à ses paysages, à ses traditions et souvent à sa langue.

Question identitaire dédaigneusement méprisée par les zéloteurs de la religion progressiste : pour eux, l'autochtone n'est que tristesse quand le migrant nous apporte, lui, sa « richesse ».

A Paris, la PQR, ce sont les rubriques « des chiens écrasés », les pages nécrologiques et les comptes-rendus des tournois de rugby ou de pétanque. Pas du vrai journalisme.

La [Dordogne Libre](#) du 12 février traite pourtant de 3 sujets d'actualité : l'explosion de la petite délinquance, l'arrivée des « migrants » et l'abandon de la ruralité par l'État.

Délinquance : hausse spectaculaire des cambriolages en 2017

+ 21,8% de cambriolages (par rapport à 2016) soit 2203 faits recensés

+ 35,2% en zone gendarmerie

+ 50% dans la périphérie des villes (+72% à Bergerac !)

« Les forces de l'ordre notent que ce type de délinquance est particulièrement marqué le long de l'A89 (NDA : Bordeaux-Lyon). Elle serait donc davantage l'œuvre d'équipes de malfaiteurs internationaux ou sévissant sur la région. »

Le vocable « malfaiteurs internationaux » permet d'éluder la question des origines. En l'absence d'une mafia périgourdine, pourrait-on soupçonner une certaine population issue de Roumanie et de Bulgarie ?

Le journaliste ne s'y risquera pas, préférant évoquer les recommandations de la représentante de l'État, Mme Anne-Gaëlle

BAUDOUIN-CLERC :

« Pour contrer ce phénomène récent, **la préfecture compte encourager la constitution de dispositifs citoyens comme Voisins vigilants et Participation citoyenne** [...] Enfin, la préfecture appelle les Périgourdins à faire preuve d'une certaine prudence élémentaire comme fermer à clé son habitation... Ce qui n'est pas toujours un réflexe dans les campagnes. »

<http://www.dordogne libre.fr/2018/02/12/cambriolages-hausse-spectaculaire-2017/>



1932-1933. Hôtel, Cité sanitaire Clairvivre, Salagnac (Dordogne) : vue aérienne de l'hôtel (cliché Combier Photo Mâcon)

Une trentaine de migrants accueillis à Clairvivre ?

« Il s'agira de réfugiés « réinstallés » [...] C'est-à-dire dans le cadre d'un nouveau dispositif voulu par le président de la République, Emmanuel Macron, qui consiste à aller chercher les réfugiés potentiels directement en Afrique [...] »

Rappelons que la cité de Clairvivre, créée dans les années 30, est la première cité sanitaire française conçue pour traiter les tuberculeux tout en accueillant leur famille.

<http://www.la-cite-clairvivre.com/Historique.html>

A la fin des années 30, la cité accueillait les blessés de la guerre d'Espagne puis des réfugiés Alsaciens (1939-1945). C'est désormais un établissement médico-social pour personnes handicapées adultes.

Avec l'arrivée en Europe des populations africaines les plus indigentes, la cité et son sanatorium, (fermé depuis 1980) retrouveront peut-être leur vocation première.

Le journaliste, là aussi, ne s'attarde pas sur la réaction des habitants, du personnel et des familles de personnes handicapés, côtoyant bientôt des populations nigériennes.

Comme l'ancien Premier ministre Raffarin ([Ouest-France](#)), l'État souhaiterait peut-être régénérer des campagnes abandonnées par ses services, en apportant du sang neuf africain et mahométan à une vieille population de souche rancie.

Rappelons également que le Niger a la « croissance démographique est la plus élevée du monde, à +3,9 % par an [...] Son PIB par habitant est très faible, et une partie importante de la population (56,1 % en 2011) vit dans un extrême dénuement » ([PopulationData.net](#))

En somme, ce serait lutter contre la désertification des campagnes françaises en y greffant des Africains menacés par la désertification du Sahel.

Des réfugiés venus d'Afrique du Nord vont arriver d'ici la mi-mars en Dordogne. Ils ont été identifiés par l'Ofptra et vont être aidés dans leur insertion dans le pays. Ils seront dans un premier temps hébergés dans la cité Clairvivre à Salagnac.

Une trentaine de réfugiés du Sahel vont arriver d'ici un mois en Dordogne. Ils vont s'installer dans la cité Clairvivre à Salagnac, cet établissement public qui accueille des personnes en réinsertion au nord-est du département. Ces personnes ont été choisies par le ministère de l'intérieur pour venir en France.

Elles font partie de ce programme engagé par l'Ofptra (l'office français pour la protection des réfugiés et des apatrides) sous l'impulsion d'Emmanuel Macron. Une mission qui consiste à se rendre dans les camps de réfugiés pour recenser, identifier des personnes éligibles au droit d'asile. Il peut s'agir de mineurs, de familles ou de personnes seules plus âgées que d'autres à s'insérer dans notre pays.

HÉBERGÉS PENDANT QUATRE MOIS

Une trentaine d'Africains venus du Tchad, du Niger ou encore du Soudan devaient donc arriver en Dordogne durant la première quinzaine de mars et s'installer dans les logements vacants de la cité Clairvivre pour une durée de quatre mois, pris en charge par l'association France terre d'asile. Un temps nécessaire pour réaliser les premières démarches administratives, trouver un logement, etc. L'éducation nationale pourrait aussi prendre en charge les mineurs qui pourraient arriver dans le département. Tout cela financé en partie par des aides européennes. Près de 1000 personnes pourraient être accueillies en deux ans en France dans le cadre de ce programme de recensement dont l'objectif est de diminuer l'immigration illégale.

Source : [France Terre d'Asile](http://france-terre-d-asile.org/)

Abandon de l'État :

Cette ruralité abandonnée par l'État se traduit également par la cacophonie autour des rythmes scolaires et du financement des TAP (temps d'activités périscolaires).

Les communes de Dordogne ont en effet jusqu'au 1^{er} mars 2018 pour décider de maintenir la semaine de 4,5 jours ou revenir aux 4 jours. Et du côté des élus, c'est le grand désarroi.

Non seulement, l'État baisse ses dotations mais supprime également les contrats aidés qui assuraient les activités périscolaires.

<http://www.dordogne libre.fr/2018/02/12/rythmes-scolaires-cacophonie-regne-lagglo/>

Pour Pascal Protano (mairie de Coursac, 2111 hab.), le choix des 4 jours est évident : le coût des TAP étaient « insurmontable (30 000€) et ne permettait pas de recruter du personnel qualifié ».

Pour Daniel Le Mao (mairie d'Antonne, 1233 hab.), c'était aussi « pour des raisons budgétaires (20 000€) », mais également « pour des questions de locaux », trop peu nombreux dans les petites communes pour proposer de multiples activités.

Et puis, « c'est sur les élus que toute l'organisation repose. Quand un intervenant est absent, ça retombe sur le maire. C'est moi aussi qui gère les demandes de subventions » se plaint Alain Buffière, maire de Sarliac-sur-l'Isle (1032 hab.)

Les grosses communes de « l'agglomération » (Périgueux) préfèrent, quant à elles, la semaine de 4,5 jours. Mais elles sont riches :

« 100 000€ par an et l'embauche d'une jeune femme qui dispense des animations musicales dans 23 classes, avec achat d'instruments de musique et d'une voiture pour 35 000€ » pour la nouvelle commune de Boulazac-Isle-Manoire (10 500 hab.) tandis que 130 000€ sont alloués à Chancelade (4298 hab.) et 250 000€ à Trélissac (6628 hab. et cinq entreprises parmi les cinquante premières de Dordogne).

Pour l'adjointe aux affaires scolaires de Boulazac, « les enfants ont pu accéder à l'escrime, au chant, au théâtre, à tout un tas de choses auxquelles ils n'avaient pas les moyens d'accéder. C'est une façon de mettre la culture à leur portée. »

En fait, « il y a les TAP pour les riches et les TAP pour les pauvres. Les communes riches peuvent faire de l'initiation à la musique, des trucs comme ça. D'autres ne peuvent pas se les payer » résume Pascal Protano.

L'État abandonnerait donc les pauvres ?

Pas du tout, puisqu'il va les chercher au Niger, permettant, en passant, de mettre la culture nigérienne à la portée des petites communes périgourdines sans le sou.

